

ADEME&VOUS LA LETTRE **STRATÉGIE** est une lettre d'information régulière destinée aux décideurs du monde de l'environnement et de l'énergie, partenaires et contacts de l'ADEME. Chaque numéro est consacré à la présentation d'un sujet à vocation stratégique, économique ou sociologique : recherche et études, travaux de synthèse, propositions dans l'un des domaines de compétences de l'ADEME. L'objectif est de faciliter la diffusion de connaissances et d'initier réflexions et débats.



Istock

La prise de conscience s'accroît, les connaissances progressent, les inquiétudes se renforcent. Les Français acceptent majoritairement l'idée qu'il faudra changer leur mode de vie mais ils peinent encore à modifier leurs pratiques. Les attentes des Français envers les pouvoirs publics sont triples : dispositifs incitatifs, mesures de régulation et soutien aux technologies vertes.

LES FRANÇAIS ET L'ENVIRONNEMENT**LES SOLUTIONS
AUX PROBLÈMES**

ENVIRONNEMENTAUX
POUR LES FRANÇAIS : PLUS
DE TECHNOLOGIES VERTES
ET DE NOUVEAUX MODES
DE VIE... AVEC L'AIDE
DES POUVOIRS PUBLICS !

L'ADEME dispose de données régulières sur l'opinion des Français concernant les questions environnementales et les pratiques dans ce domaine (voir encadré 1 p. 2).

Elles permettent d'observer les tendances et les évolutions des opinions et des comportements.

Ce numéro de la lettre Stratégie présente les principaux résultats des enquêtes effectuées en 2017.



❖ Une prise de conscience accrue

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, TOUJOURS PLUS EN TÊTE DES PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES

La conjoncture économique et politique a des répercussions importantes sur la place de l'environnement dans l'ensemble des préoccupations des Français. Sans surprise, l'environnement n'est pas prioritaire au regard d'autres questions économiques et sociales en 2017. Il est cité (6 %) loin derrière l'emploi (29 %), l'immigration (15 %), les déficits publics et la dette de l'État (11 %), les impôts et taxes, la sécurité des biens et des personnes et les inégalités (ex aequo à 9 %)¹. Il existe, d'ailleurs, une corrélation inverse² entre la priorisation du « chômage » et celle de « l'environnement » parfaitement visible depuis 1991 notamment au moment des crises du milieu des années 1990 et depuis 2011. Toutefois, cela ne signifie pas une absence de préoccupation. Les Français déclarent, dans le même temps, une sensibilité pour l'environnement de façon

très majoritaire et constante depuis plus de deux décennies. Ils sont environ 1 sur 2 à se dire « sensibles » et 1 sur 3 « très sensibles » à l'environnement sur toute la période 1995-2017. Le niveau des « très sensibles » atteint même 39 % en 2017, un record historique. Les Français font même un petit peu mieux que nos voisins européens puisqu'ils sont 97 %³ à considérer que l'environnement est assez ou très important pour eux, soit 3 points de plus que la moyenne des 28 pays membres de l'Union européenne.

Parmi les différents problèmes environnementaux (voir graphique 1 p. 3), le changement climatique présente, depuis l'an 2000, une progression très significative dans l'opinion. Alors qu'en 2001⁴, la pollution de l'air (23 %), la pollution de l'eau (19 %) et les risques du nucléaire (13 %), constituaient le triptyque de tête des inquiétudes environnementales des Français, de nouvelles questions, plus globales, occupent désormais le devant de la scène : le changement climatique et la biodiversité. En effet, la lutte contre la pollution de l'air reste citée, en 2017, en premier par 18 % des Français, devancée par le changement climatique (31 %) et suivie de peu par la dégradation de la faune et de la flore (17 %). Contrairement aux autres problématiques environnementales toutefois, la préoccupation climatique est marquée par des fluctuations importantes que l'on peut expliquer par les mobilisations politiques et médiatiques sur le sujet. Ainsi, la préoccupation vis-à-vis du changement climatique avait significativement progressé en 2015 de façon concomitante à la conférence de Paris sur le climat. Après un léger recul en 2016, 2017 enregistre une nouvelle progression que l'on peut paradoxalement rattacher aux positions du nouveau président américain sur le sujet, lequel a contribué à réactualiser la question dans les médias. En termes de niveaux de préoccupation, d'absence de scepticisme et d'acceptation de mesures de régulation, 2017 retrouve les niveaux records des années 2007 et 2008, période d'effervescence environnementale d'avant Copenhague, le « climategate » et la crise économique des subprimes.

UN CLIMATO-SCEPTICISME EN BAISSÉ MAIS TOUJOURS BIEN PRÉSENT, NOTAMMENT CHEZ LES PLUS ÂGÉS

70 % (+ 11 points depuis 2016)⁶ des Français considèrent que l'augmentation de l'effet de serre entraînant un réchauffement de l'atmosphère de la Terre est une certitude pour la plupart des scientifiques. Par ailleurs, ils sont 73 % à penser que ces derniers évaluent correctement et n'exagèrent pas les risques (+ 6 points). 76 % des Français (+ 4 points) sont également convaincus que la cause du réchauffement de la planète est

ENCADRÉ 1

LES BAROMÈTRES DE L'ADEME

ADEME, « Représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique », réalisé annuellement par GFK-ISL et Daniel Boy auprès de 1000 personnes par téléphone de 2000 à 2013, puis par Opinion Way et Daniel Boy, auprès de 1500 personnes par Internet de 2014 à 2017 (échantillon représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas).
<http://www.ademe.fr/representations-sociales-leffet-serre-rechauffement-climatique-vague-18>

ADEME, « Les Français et l'environnement », Opinion Way (2017) réalisé annuellement par Opinion Way auprès de 1000 personnes par Internet depuis 2014 (échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas).
<http://www.ademe.fr/enquete-francais-lenvironnement-vague-4>

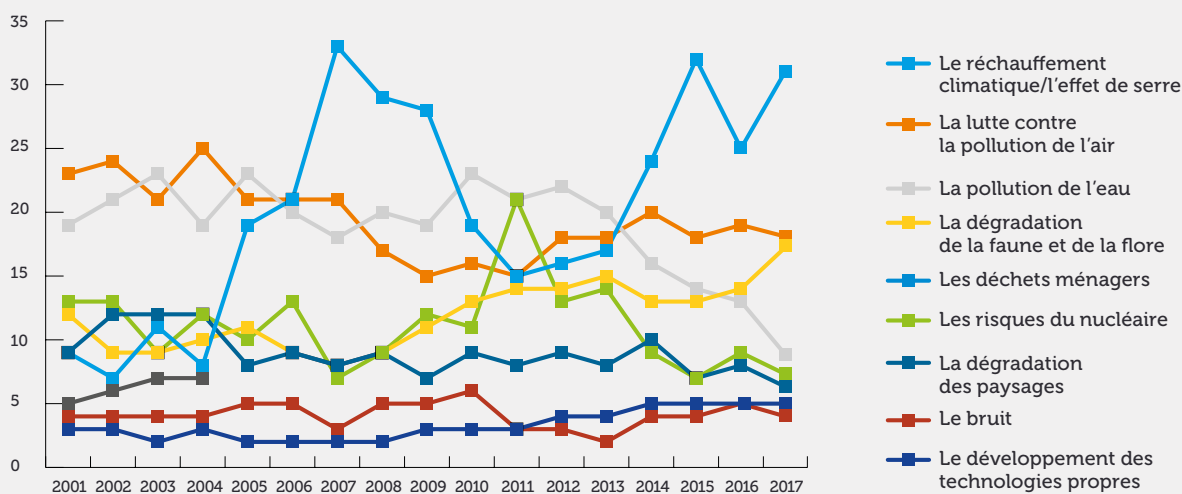
ADEME, « Les Français et les nouvelles technologies de l'énergie », réalisé par Opinion Way auprès de 2000 personnes par Internet pour les éditions 2012 et 2013 puis par l'IFOP pour les éditions 2015 et 2017 (échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas).
<http://www.ademe.fr/francais-nouvelles-technologies-lenergie-edition-2017>

Obsoco, Chronos, « L'observatoire des usages émergents de la ville », réalisé auprès de 4000 personnes par Internet en 2017 (échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans à 70 ans, constitué selon la méthode des quotas).
<http://www.lobsoco.com/dossier-de-presse-lobservatoire-des-usages-emergents-de-la-ville/>

GRAPHIQUE 1

JE VAIS VOUS CITER UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLÈMES D'ENVIRONNEMENT. QUELS SONT LES DEUX QUI VOUS SEMBLENT LES PLUS PRÉOCCUPANTS ?

Total des citations / En premier



Source : ADEME, Les représentations sociales (de l'effet de serre) du changement climatique », GLS - Opinion Way, Daniel Boy (2017)

de nature anthropique et non naturelle. Ils sont aussi plus nombreux (62 %, + 9 points) à attribuer les désordres du climat au réchauffement climatique, contre 19 % (- 7 points) à penser qu'ils sont des phénomènes naturels comme il y en a toujours eu et 18 % (- 3 points) qu'il n'y a pas de certitudes sur cette question.

Lorsque l'on combine ces quatre différentes questions, on aboutit à trois catégories d'attitude : les « convaincus »⁷, les « climato-sceptiques »⁸ et les « hésitants »⁹. Les « convaincus », en progression, atteignent pour la première fois la moitié de la population (51 %, + 9 points depuis 2016), les « hésitants » sont encore 41 % (-4 points) et les « climato-sceptiques » 8 % (-5 points). Ces derniers sont surreprésentés parmi les plus de 50 ans, les peu diplômés ainsi que les personnes se situant à droite de l'échiquier politique. Quant aux moins de 30 ans, ils se révèlent comparativement moins sceptiques mais plus hésitants que les 31 ans et plus.

Une part importante de la population française doit donc encore être convaincue des enjeux et des risques liés au changement climatique. Certes, 56 % des personnes interrogées répondent spontanément¹⁰ que rien ne pourrait les faire douter de la réalité du changement climatique, soit une progression de 10 points depuis 2014.

Pour les autres, c'est le caractère supposé naturel et cyclique du changement climatique qui reste principalement mis en avant. Ce n'est donc pas le réchauffement en tant que tel qui ne convainc pas mais son caractère inédit dans sa rapidité et son ampleur ainsi que sa cause anthropique. À l'opposé, les éléments renforçant la réalité du changement climatique aux yeux de nos concitoyens ne résident pas dans les faits scientifiques abstraits mais dans les éléments tangibles et directement perceptibles que sont les perturbations dans les saisons (canicules, douceur des hivers, précocité des récoltes, etc.) ainsi que les images de fonte de la banquise ou d'élévation du niveau des mers (îles Tuvalu, Bangladesh, côtes érodées, etc.)

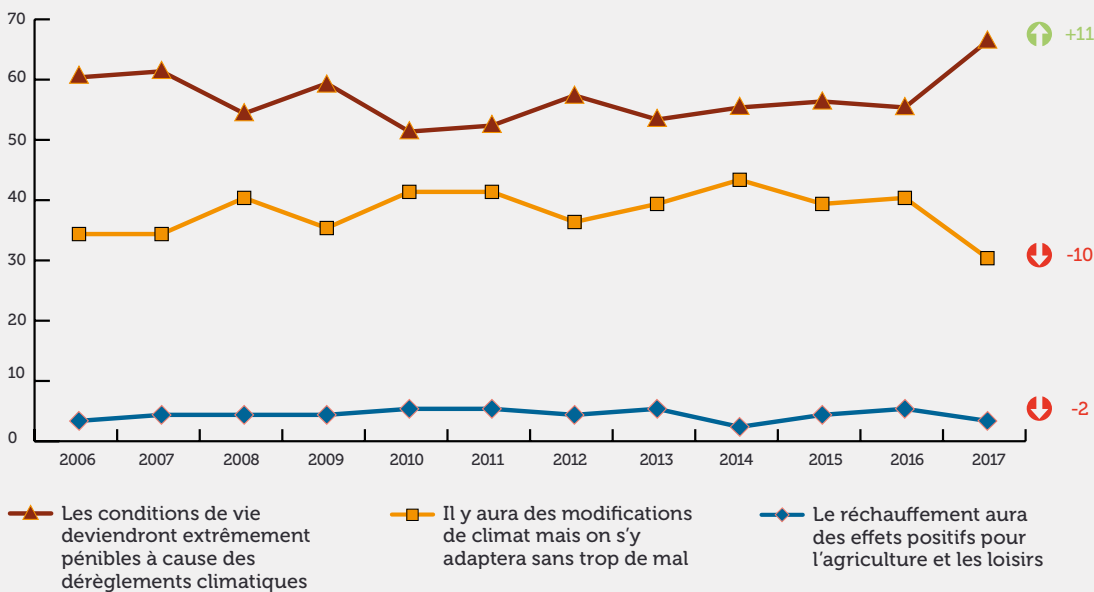
UNE INQUIÉTUDE PLUS FORTE SUR LES CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à redouter les effets du réchauffement climatique (voir graphique 2 p. 4). Ils sont en effet 66 % (+ 11 points depuis 2016, le précédent record étant de 61 % en 2007) à considérer que les conditions de vie en France deviendront extrêmement pénibles à cause des dérèglements climatiques d'ici une cinquantaine d'années si le changement climatique continue. Ils ne sont plus que 30 % (- 10 points) à



GRAPHIQUE 2

SI LE RÉCHAUFFEMENT/CHANGEMENT CLIMATIQUE CONTINUE, À VOTRE AVIS, QUELLES SERONT LES CONSÉQUENCES EN FRANCE D'ICI UNE CINQUANTAINE D'ANNÉES ?



Source : ADEME, Les représentations sociales (de l'effet de serre) du changement climatique », GLS - Opinion Way, Daniel Boy (2017).



penser qu'il y aura des modifications de climat mais que l'on s'y adaptera sans trop de mal. Ceux qui envisagent des effets positifs pour l'agriculture et les loisirs ne sont plus que 3 % (- 2 points). Par ailleurs, les Français sont toujours majoritairement pessimistes, même si le pessimisme n'augmente pas en 2017 à hauteur de la prise de conscience de cette année. En effet, 57 % (+ 1 point) des répondants pensent que le changement climatique ne sera pas limité à des niveaux acceptables d'ici à la fin du siècle. Le changement climatique étant non seulement réel mais aussi en partie inévitable, la nécessité de l'adaptation s'impose plus que jamais à nos concitoyens.

Une très grande majorité des Français (86 %, +5 points) considère désormais que leur territoire sera obligé de prendre des mesures importantes pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques. Cette inquiétude s'accompagne d'une appétence pour le traitement médiatique du sujet. En effet, 43 % de nos concitoyens considèrent que l'on ne parle pas assez du climat, ils sont aussi nombreux (43 %) à penser que l'on en parle suffisamment et

seulement 13 % pour qui le sujet est trop présent dans la presse ou à la télévision.

UNE VISION PLUS CRITIQUE DE L'IMPACT D'UN ENSEMBLE D'ACTIVITÉS

La prise de conscience du problème climatique et de son urgence s'accompagne d'une mise en cause accrue d'un grand nombre d'activités (voir graphique 3 p. 5). Depuis 2002, les activités industrielles, les transports ainsi que la déforestation ont toujours été très majoritairement (autour de 90 %) considérés comme contribuant significativement au changement climatique. En revanche, les centrales de production d'électricité (53 % en 2002, 93 % en 2017), la consommation d'énergie dans les bâtiments (chauffage, éclairage, électroménager) (49 % en 2002, 85 % en 2017) ainsi que l'agriculture (41 % en 2002, 73 % en 2017) sont désormais considérées, elles aussi, comme très impactantes. Le poids réel des différents secteurs et la part réelle des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre restent encore largement méconnus. Des confusions persistent au sein de l'opinion publique, telles que les bombes à

aérosols, considérées à 83 % (72 % en 2002) comme un contributeur important du changement climatique tout comme l'activité volcanique (48 % en 2017, 31 % en 2002).

Des changements de pratiques encore à faciliter

UNE MODIFICATION DES MODES DE VIE RECONNUE COMME NÉCESSAIRE ET POTENTIELLEMENT SOUHAITABLE

Inquiets, les Français ne sont pas pour autant fatalistes ou inconséquents. Ils sont très majoritairement convaincus (60 % dans leur ensemble et 65 % pour les personnes appartenant aux catégories sociales supérieures) qu'il faudra avant tout modifier nos modes de vie pour limiter l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Cette position est privilégiée devant la réglementation étatique au niveau international

(16 %), le progrès technique (10 %) ou la fatalité (13 %)¹¹. Ils sont un peu plus nombreux en 2017 (51 %, + 6 points) à considérer que ces changements sont une contrainte mais il reste toujours près d'un Français sur deux (49 %) pour les envisager comme une opportunité. Si des changements importants devaient être nécessaires, nos concitoyens sont prêts à les accepter à condition qu'ils soient partagés de façon équitable entre tous les membres de la société (47 %).

Cette exigence d'équité l'emporte sur la volonté de participer aux décisions (14 %). À noter, 17 % de la population ne pose pas de conditions à l'acceptation de changements importants. Par ailleurs, les modalités de réponse permettant de réduire l'ampleur des changements à venir (« qu'ils restent modérés » ou « compensés par des gains ») sont citées de façon très minoritaire (respectivement 12 % et 10 %).



GRAPHIQUE 3

POUR CHACUNE DES ACTIVITÉS QUE JE VAIS VOUS CITER, DITES-MOI SI, D'APRÈS CE QUE VOUS SAVEZ, ELLE ÉMET BEAUCOUP, ASSEZ, PEU OU PAS DU TOUT DE GAZ À EFFET DE SERRE

	2003	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Évolution depuis 2016
Les activités industrielles	93	93	90	92	93	93	96	93	90	91	92	89	88	89	88	96	↑ +8
Les centrales de production d'électricité	53	53	62	57	55	59	62	63	64	65	63	65	86	86	87	93	↑ +6
Les transports	90	89	88	92	91	92	91	89	88	90	90	88	84	84	84	90	↑ +6
La destruction des forêts	88	89	87	89	90	89	90	90	90	90	88	89	87	89	84	89	↑ +5
Les bombes aérosols	72	75	73	76	74	75	72	76	70	71	71	73	75	75	78	83	↑ +5
Les bâtiments (chauffage, éclairage, électroménager)*	49	55	58	64	63	71	72	70	70	75	70	72	75	74	76	85	↑ +9
Le traitement des déchets	69	71	70	70	71	69	75	70	69	71	68	70	69	71	73	76	↑ +3
L'agriculture (culture et élevages)*	41	44	41	43	45	50	51	56	59	58	57	59	66	69	72	73	↑ +1
Les centrales nucléaires	64	58	63	60	58	56	55	59	61	59	59	61	53	54	55	59	↑ +4
L'activité volcanique	31	30	28	32	42	31	31	36	42	40	36	36	37	39	48	48	↔

En 2015, la question était : « Pour chacune des activités que je vais vous citer, dites-moi si, d'après ce que vous savez, elle contribue beaucoup, assez, peu ou pas du tout à l'effet de serre ? »

Jusqu'en 2013, rappels sur la base du recueil téléphonique.

*En 2015, les items s'intitulaient respectivement « Chauffage des bâtiments » et « L'agriculture et l'élevage ».

Source : ADEME, Les représentations sociales (de l'effet de serre) du changement climatique, GLS - Opinion Way, Daniel Boy (2017)



Les Français reconnaissent la nécessité des changements de mode de vie pour répondre aux problèmes environnementaux et, pour la moitié d'entre eux, en attendent même des améliorations. Ce futur désirable qu'ils imaginent concilierait nature, praticité et convivialité. Interrogés sur différents modèles de ville du futur¹², les Français plébiscitent en premier lieu la « ville nature » (moyenne de 7,7 sur 10), respectueuse du développement durable, riche en espaces végétalisés et en biodiversité. La ville auto-suffisante où production et consommation sont conjuguées localement obtient, elle aussi, un très bon score (6,9), tout comme la ville des courtes distances (6,8) où le quartier satisfait l'essentiel des besoins de ses habitants. La ville collaborative (6,3) qui mutualise les biens et les services entre habitants est aussi jugée plutôt positivement. Atteignant tout juste la moyenne, la ville diffuse (5,8) peu dense et très aérée ainsi que la ville connectée (5) faite de réseaux intelligents, de services en ligne et d'intelligence artificielle, génèrent moins de projections positives. Présence et respect de la nature, retour au local et valorisation de la proximité apparaissent donc comme les clés de ce futur durable souhaité par nos concitoyens.

MAIS PAS TOUJOURS DE PROGRESSION DE LA PRATIQUE DES ÉCO-GESTES

Les comportements en faveur de l'environnement sont plutôt en progression par rapport à 2016. Toutefois, si l'on regarde l'évolution des pratiques déclarées sur un temps plus long, les résultats sont plus contrastés. Comportement peu coûteux et accessible à tous, le tri représente l'éco-geste le plus répandu avec 80 % des Français qui le mettent en œuvre en 2017, contre 81 % en 2005 mais 87 % en 2009. Les économies d'énergie au domicile les plus pratiquées concernent l'éclairage avec 64 % (66 % en 2014)¹³ de Français qui utilisent davantage des ampoules à économie d'énergie et 62 % (63 % en 2014) qui éteignent davantage les lumières. La réduction ou l'arrêt du chauffage en cas d'absence de plus de 48 heures, la nuit, pour les pièces inoccupées ou lors de l'ouverture des fenêtres sont des pratiques en légère baisse depuis 2014. Elles concernent désormais une petite moitié de nos concitoyens. Seul le fait de limiter sa consommation d'eau chaude progresse en passant de 25 % en 2014 à 29 % en 2017. Il ne faudrait pas, pour autant, conclure au désengagement généralisé de nos concitoyens, sachant que 95 % des répondants déclarent faire au moins un geste pour réduire leur consommation d'énergie. Autre exemple, les impacts du chauffage au bois non performant sont désormais mieux connus puisque 41 % (+ 9 points depuis 2016)¹⁴ des Français ne se déclarent pas étonnés de savoir qu'il est « responsable de 29 % à 47 % des particules fines néfastes à l'environnement

et à la santé ». Pour le tiers de Français recourant à ce mode de chauffage, les précautions destinées à limiter ces impacts négatifs progressent faiblement sans retrouver les niveaux enregistrés en 2014. Ainsi, ils sont 54 % à se préoccuper de l'entretien de leurs équipements (+ 1 point depuis 2016 contre 60 % en 2014), 52 % sont attentifs à la durée de séchage de leur bois (+ 3 points, contre 57 % en 2014). Seuls l'achat du bois ou granulés labellisés (14 % en 2017 contre 9 % en 2014) ainsi que l'allumage du feu par le haut (13 % en 2017 contre 7 % en 2014) ont progressé ces dernières années. Même constat pour les gestes visant à améliorer l'air dans les logements. Seules les pratiques concernant des achats plus verts progressent (choisir des produits d'entretien peu polluants, 41 % en 2017 contre 34 % en 2014; choisir des produits de construction et de décoration en fonction de l'étiquette A+ à C, 13 % en 2017 contre 7 % en 2014). Certains gestes restent néanmoins très répandus. L'aération quotidienne du logement et l'évacuation de l'humidité intérieure sont pratiquées par respectivement 84 % et 60 % des Français.

DES JEUNES MOINS VERTUEUX QUE LE RESTE DE LA POPULATION FRANÇAISE

Il est courant que les inquiétudes et les dispositions à agir pour la protection de l'environnement ne se traduisent pas automatiquement par des pratiques vertueuses. Ce décalage entre attitude et comportement s'explique par l'existence d'autres motivations, contraintes (budgétaires, matérielles, psychologiques ou sociales) et par la force des habitudes acquises ou... non encore acquises! De fait, les moins de 30 ans se caractérisent par des pratiques globalement moins écologiques que leurs aînés, sauf en matière de mobilité, et ce malgré des connaissances et une sensibilité aux problématiques environnementales souvent supérieures. Les jeunes sont un peu plus nombreux à pratiquer le vélo (25 % contre 19 %)¹⁵ ou à emprunter les transports en commun (37 % contre 33 %) que l'ensemble de la population. En revanche, ils sont 66 % (contre 80 %) à trier leurs déchets, 45 % (contre 54 %) à éteindre les appareils électriques en veille, 36 % (contre 48 %) à réduire la température de leur logement de deux ou trois degrés l'hiver, 47 % (contre 64 %) à privilégier des légumes de saison, 31 % (contre 41 %) à choisir des produits avec peu d'emballage. Ce phénomène semble plus lié au cycle de vie (l'âge) qu'à la génération (être né en telle année). Il devrait donc s'estomper pour les individus qui avancent en âge et se reproduire pour les enfants qui deviennent de jeunes adultes. Il interroge cependant les espoirs souvent placés dans les jeunes générations qui seraient plus vertueuses parce que plus concernées. Force est de constater

que les plus jeunes ne font pas nécessairement mieux que leurs aînés, renvoyés ainsi à leurs propres responsabilités.

FACE À DES DÉCISIONS ENCORE COMPLEXES ET/OU CONTRAINTES...

Le consentement à payer pour l'environnement semble perdre du terrain du fait de contraintes notamment budgétaires. Si 65 %¹⁶ des Français déclarent être prêts à payer plus cher leur énergie pour passer à une énergie d'origine renouvelable (- 1 point), le surcoût qu'ils seraient prêts à y consacrer atteint en 2017 son niveau le plus bas depuis 2014 (9,4 % en plus de leur budget). Pour les investissements plus conséquents dans les énergies renouvelables ou la rénovation du logement, ce sont surtout les aspects techniques et budgétaires qui limitent un passage à l'action, pourtant souhaité voire jugé nécessaire. En effet, 57 % des Français considèrent qu'un ou plusieurs travaux sont nécessaires dans leur logement, mais ils ne sont plus que 32 % de ces 57 % à vouloir effectivement les réaliser ou les faire réaliser. Parmi ces 32 %, seulement 59 % envisagent de le faire dans l'année. Le statut de locataire (40 %) ainsi que les contraintes budgétaires (45 %) apparaissent comme les raisons les plus fréquemment citées de ne pas agir ou de reporter la décision. De même, la part des Français qui comptent investir dans une énergie renouvelable dans les 12 prochains mois reste faible (17 %) quoiqu'en légère progression depuis 2014 (+3 points). C'est en premier lieu le coût de l'investissement (37 %) suivi du statut de locataire (31 %) mais aussi le sentiment d'être trop âgé pour entreprendre ce type de travaux (17 %) ainsi que des problèmes liés à la copropriété (12 %) qui dissuadent de ce type d'investissement. Pourtant, 65 % des Français se déclarent intéressés par l'autoproduction de leur propre électricité photovoltaïque et 30 % souhaiteraient même devenir autonomes à 100 % (+5 points). De même, 86 % de nos concitoyens pensent que la production locale d'énergie renouvelable est souhaitable même si elle coûte un peu plus cher. La part de Français prêts à soutenir financièrement un projet de production d'énergie renouvelable dans leur région reste importante (56 %) mais ne retrouve pas son niveau de 2015 (- 4 points). Ceux qui ne se montrent pas intéressés avancent plus qu'auparavant (36 %, +5 points) leur manque de moyens. Ce n'est pas le seul obstacle. En effet, l'écrasante majorité des répondants (92 %) ne savent pas quelles sont les opportunités de financement dans leur région.

... UNE PLUS FORTE ATTENTE DE DISPOSITIFS INCITATIFS

Plus sensibilisés et désireux de bien faire, les Français jugent plus incitatifs l'ensemble des dispositifs ou éléments de contexte sur lesquels ils

sont interrogés concernant les investissements dans des énergies renouvelables, des équipements plus performants ou l'isolation, à leur domicile. Les deux choix les plus cités correspondent à l'allègement de la contrainte budgétaire qui pèse sur ce type de dépenses, relativement conséquentes. « La baisse du prix des équipements ou des travaux » est plébiscitée par 94% des répondants (+ 5 points) et l'augmentation des soutiens financiers par 87 % (+ 6 points). En revanche « l'augmentation du prix de l'énergie » n'est jugée incitative que pour 44 % des Français et baisse même d'un point par rapport à 2016. Ce facteur entre pourtant en compte de manière équivalente au coût de l'investissement dans sa rentabilité future. On peut en déduire la présence d'un fort biais cognitif de préférence pour le présent chez nos concitoyens et/ou la prééminence de la contrainte de liquidité (avoir le budget disponible) dans ce type de décision. De fait, 72 % (+ 7 points) se montrent intéressés par « le financement des investissements par une entreprise spécialisée qui se rétribuerait sur les économies d'énergie futures », autrement dit par l'instauration de dispositifs de tiers financement.

D'autres types d'accompagnement assurant la fiabilité et donc la rentabilité des investissements restent, eux aussi, très attendus. Les Français auraient également besoin d'« une information démontrant la fiabilité et la performance des travaux » (84 %, + 2 points), d'« une labellisation des artisans garantissant une installation de qualité des équipements ou des travaux » (82 %, + 4 points), de « la possibilité de faire garantir l'installation ou des travaux par un contrôle technique » (78 %, + 5 points). La rentabilité future de l'investissement peut aussi passer par une dernière mesure, fiscale cette fois-ci, consistant à l'instauration d'« un bonus-malus de la taxe foncière ou des frais de notaire en fonction de la performance énergétique de leurs biens immobiliers », mesure jugée incitative par 70 % des Français. Enfin, ces derniers ne sont pas insensibles non plus aux arguments écologiques puisque 72 % (+ 7 points) considèrent que l'accélération du réchauffement climatique est aussi de nature à les faire investir dans les énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique à leur domicile.

Plus de mesures de régulation et de soutien aux technologies vertes

PRÊTS À AGIR AVEC EN PREMIER LIEU UNE ATTENTE D' ACTIONS DES POUVOIRS PUBLICS

Le décalage entre sensibilité, attitudes et pratiques peut aussi s'expliquer par une interprétation rapide des déclarations des répondants. En effet, « modifier nos modes de vie » ne signifie pas pour les Français que l'action



GRAPHIQUE 4

JE VAIS VOUS CITER DES MESURES QUE L'ON POURRAIT ADOPTER POUR LIMITER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE. POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES VOUS ME DIREZ SI ELLE VOUS SEMBLERAIT TRÈS SOUHAITABLE, ASSEZ SOUHAITABLE, PAS VRAIMENT SOUHAITABLE OU PAS DU TOUT SOUHAITABLE

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	
Réduire le gaspillage alimentaire de moitié	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	92	97	↑ +5
Développer les énergies renouvelables même si les coûts de production sont élevés pour le moment	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	77	80	81	86	↑ +5
Favoriser l'usage (voies de circulation, place de stationnement réservées, etc.) des véhicules peu polluants ou partagés (covoiturage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	71	79	↑ +8
Installer dans les foyers des compteurs électriques qui analysent les consommations	-	-	-	-	-	-	-	-	81	80	81	77	75	70	77	↑ +7
Obliger la restauration collective publique à proposer une offre de menu végétarien, biologique et/ou de saison	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	67	72	↑ +5
Obliger les propriétaires à rénover et à isoler les logements	-	-	-	-	77	77	80	81	76	76	76	65	69	66	74	↑ +8
Augmenter le prix des produits de consommation qui sont acheminés par des modes de transport polluants	-	-	-	-	-	-	-	-	52	54	55	54	60	62	71	↑ +9
Taxer les véhicules les plus émetteurs de gaz à effet de serre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	66	62	61	69	↑ +8
Taxer le transport aérien pour favoriser le transport par le train	-	43	48	47	54	59	56	57	57	55	50	47	49	49	54	↑ +5
Augmenter la taxe carbone	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	48	41	47	43	55	↑ +12
Abaisser la vitesse limite sur autoroute à 110 km/h	-	48	53	50	50	56	55	50	51	55	51	34	39	41	45	↑ +4
Densifier les villes en limitant l'habitat pavillonnaire au profit d'immeubles collectifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31	33	37	↑ +4

Source : ADEME, Les représentations sociales (de l'effet de serre) du changement climatique », GLS - Opinion Way, Daniel Boy (2017)

est uniquement voire principalement à leur niveau. En effet, lorsqu'ils doivent se prononcer sur les deux acteurs les plus efficaces pour résoudre le problème du changement climatique, les Français citent les États (55 %, + 4 points) avant « chacun d'entre nous » (50 %, =), les instances internationales (34 %, =), les entreprises (25 %, - 2 points), les associations, fondations, la société civile (9 %, - 2 points), les collectivités locales (9 %, - 2 points), « personne » (10 %, + 1 point). Les acteurs publics à tous les niveaux de gouvernance comptent

au total pour une réponse sur deux, les individus pour une réponse sur 4 et les entreprises seulement pour une sur 8. Les attentes les plus nombreuses sont donc dirigées, en premier lieu, vers les pouvoirs publics.

PLUS DE MESURES EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT

2017 se caractérise par une acceptation significativement en hausse de l'ensemble des mesures proposées de réduction des émissions de gaz à effet de serre, y compris les mesures

contraignantes ou coûteuses (voir graphique 4 ci-dessus). Il n'y a plus désormais que la limitation de la vitesse sur autoroute à 110 km/h et la densification des villes qui n'obtiennent pas d'adhésion majoritaire de la part de nos concitoyens. L'augmentation de la taxe carbone instaurée récemment sur les carburants est désormais considérée comme souhaitable par 55 % des Français, score impressionnant pour une taxe qui concerne tout le monde. Taxer le transport aérien (54 %), les véhicules les plus émetteurs de gaz à effet de serre (69 %) ainsi que les produits de consommation qui sont acheminés par des modes de transport polluants (71 %) sont vus positivement. Les contraintes ne font pas exception, comme obliger les propriétaires à rénover et à isoler les logements (74 %), obliger la restauration collective publique à proposer des menus végétariens, biologiques et de saison (72 %). Les mesures les plus populaires restent cependant celles qui facilitent les comportements vertueux comme l'installation de compteurs analysant les consommations d'énergie au domicile (77 %)¹⁷ et le fait de réserver des voies de circulation ou des places de parking aux véhicules peu polluants ou partagés (79 %). Les mesures plébiscitées concernent le développement des énergies renouvelables, même si elles présentent des coûts de production pour le moment plus élevés¹⁸ (86 %), et la réduction du gaspillage alimentaire de moitié (97 %).

Nous observons également cette année une progression de l'acceptation des mesures restrictives en faveur de la qualité de l'air. Rappelons que le sujet de la qualité de l'air, en deuxième position des préoccupations environnementales des Français, inquiète un petit peu plus en 2017 par rapport à 2016 tout en restant relativement stable depuis 2014. En effet, 69 % (72 % en 2016, 69 % en 2014)¹⁹ de nos concitoyens jugent que la qualité de l'air est relativement bonne en France et un peu plus 75 % (idem en 2016, 74 % en 2014) là où ils habitent. Malgré ce jugement globalement positif, près d'un interviewé sur deux (46 %) déclare éprouver ou avoir des proches qui éprouvent une gêne ou des troubles liés à la pollution de l'air extérieur (-2 points depuis 2016). La circulation routière (72 %) et les activités industrielles (61 %) sont toujours les deux sources de pollution de l'air les plus fréquemment citées. Ce qui est nouveau en 2017, c'est que les mesures restrictives ou potentiellement coûteuses sont mieux acceptées. 72 % sont désormais d'accord avec une limitation de la vitesse maximale autorisée en centre-ville (+ 6 points depuis 2016), une toute petite minorité (49 %) se déclare en faveur de la circulation différenciée (+ 15 points par rapport à la circulation alternée testée en 2016) et 48 % pour l'interdiction des véhicules anciens les plus polluants en fonction de la vignette CRIT'Air dans

certaines zones (+ 12 points par rapport à l'interdiction des véhicules les plus anciens, sans précision autre en 2016). Enfin, 67 % (+ 2 points) se prononcent pour l'obligation de livraison des marchandises en ville par des véhicules propres même si cela pourrait se traduire par une légère augmentation des prix. Certes, les mesures incitatives restent privilégiées : 89 % des Français soutiennent la gratuité des transports en commun en cas de pic de pollution. Ils adhèrent majoritairement aux mesures favorisant les déplacements à pied (86 %) et à vélo (82 %) ainsi qu'au développement de services de covoiturage (78 %) et d'automobiles en libre-service (71 %). Toutefois, les mesures contraignantes ou coûteuses pour les individus sont désormais mieux perçues. Cette meilleure acceptation est aussi une attente de plus de régulation exprimée envers les pouvoirs publics.

PLUS DE SOUTIEN DES FRANÇAIS AUX TECHNOLOGIES VERTES...

Lorsqu'on les interroge sur un ensemble de neuf nouvelles technologies de l'énergie (voir graphique 5 p. 10), les Français considèrent qu'elles ont toutes plutôt plus d'avantages que d'inconvénients²⁰. Trois premières technologies, bien connues du public, bénéficient d'une image très positive due notamment à une forte appréciation de leurs qualités environnementales. Il s'agit des véhicules électriques, des panneaux solaires photovoltaïques ainsi que des lampes LED. À l'inverse, en bas de classement, trois technologies atteignent tout juste un bilan avantage/inconvénient positif, en raison notamment de leur impact sur l'environnement moins évident pour la population. Il s'agit en premier lieu des compteurs électriques communicants qui pâtissent également d'une assez faible notoriété et d'interrogations autour du respect de la vie privée et de la lisibilité des offres tarifaires. Les applis smartphone mobilité, outre qu'elles ne concernent encore qu'une relative minorité de Français et sont donc encore peu connues, se heurtent aux inconvénients liés à l'usage d'un smartphone (ondes) ainsi qu'à la nécessité d'être géolocalisé, potentiellement nuisible à la confidentialité des déplacements. Les appareils de chauffage au bois, eux, sont associés à l'émission de particules et de polluants nuisibles à la qualité de l'air qu'ils peuvent générer. Entre les deux, les trois dernières technologies (les installations de méthanisation, les véhicules à hydrogène et les lampes fluocompactes) restent encore assez méconnues et génèrent des avis plutôt positifs mais encore peu constitués.

Globalement, la tendance depuis 2015 est à une plus grande notoriété des différentes technologies ainsi qu'à une appréciation légèrement plus positive de leurs conséquences. Les attitudes envers ces technologies sont peu marquées

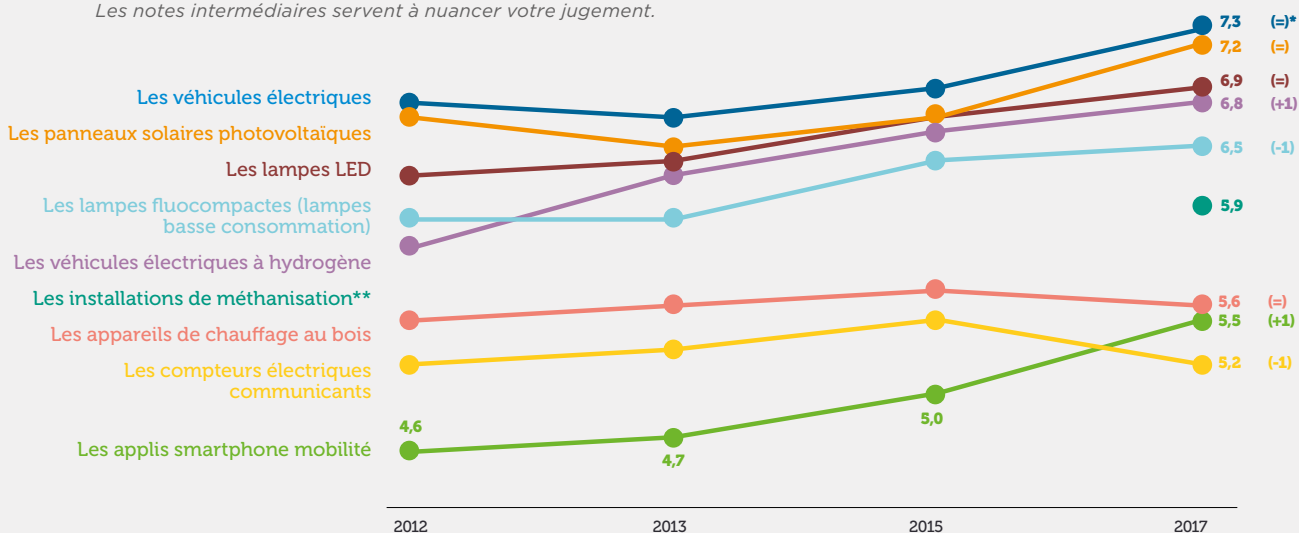


GRAPHIQUE 5

CES TECHNOLOGIES VONT SE DÉVELOPPER DANS LES ANNÉES À VENIR. À VOTRE AVIS, AURONT-ELLES DES CONSÉQUENCES NÉGATIVES, OU PAS VRAIMENT DE CONSÉQUENCES SUR...

Merci de répondre sur une échelle de 0 à 10, sur laquelle 0 signifie des conséquences très négatives, 10 des conséquences très positives, 5 pas vraiment de conséquences.

Les notes intermédiaires servent à nuancer votre jugement.



* Évolutions du rang des technologies par rapport à 2012

** Nouvelle technologie testée en 2017

Source : ADEME, Les Français et les nouvelles technologies de l'énergie, IFOP (2017).

par des clivages sociodémographiques ou idéologiques. Les hommes s'avèrent cependant un peu plus technophiles que les femmes, qui présentent une plus grande aversion aux risques. Les plus jeunes sont plus favorables aux technologies numériques (applis, compteurs intelligents) que leurs aînés, lesquels privilégient les panneaux solaires photovoltaïques ainsi que les véhicules électriques. Contrairement au stéréotype de l'écologiste nostalgique de la bougie et hostile au progrès technologique, les personnes se déclarant sensibles à la cause écologique portent des appréciations sensiblement plus positives que le reste de la population sur l'ensemble de ces technologies.

... MAIS PAS TOUJOURS POUR EUX-MÊMES OU À CÔTÉ DE CHEZ EUX

Si les Français considèrent ces nouvelles technologies de l'énergie plutôt positivement, ils ne sont pas, pour autant, prêts à toutes les utiliser eux-mêmes. Seuls les LED (66 %), les panneaux solaires photovoltaïques (54 %), les véhicules électriques (52 %), et les lampes fluocompactes (basse consommation) (51 %) atteignent une majorité d'utilisateurs potentiels, suivis de peu par les appareils de chauffage au bois (48 %) et les

applis smartphone mobilité (47 %). À noter cependant, aucune des technologies proposées ne se heurte à une défiance généralisée puisque 4 Français sur 10 se déclarent prêts à utiliser les compteurs électriques communicants (42 %), les installations de méthanisation dans leur quartier (40 %) et les véhicules électriques à hydrogène (38 %).

Par ailleurs, les intentions d'usage ont plutôt tendance à progresser sur les cinq dernières années. Ainsi, 38 % des Français en 2017, contre 34 % en 2012, se déclarent prêts à utiliser les véhicules à hydrogène (+ 4 points). Les panneaux solaires photovoltaïques gagnent 5 points (54 % en 2017 contre 49 % en 2012). Les meilleures progressions reviennent aux véhicules électriques, + 9 points (52 % contre 43 %), aux compteurs électriques communicants, + 9 points (42 % contre 33 %) et aux applis smartphone mobilité, + 10 points (47 % contre 37 %) bénéficiant certainement d'une meilleure notoriété et de la diffusion des smartphones sur la période. Déjà au premier rang des intentions d'usage, les lampes LED restent stables, à 66 % d'utilisateurs potentiels. Seuls les appareils de chauffage au bois régressent de 2 points (50 % en 2012 contre 48 % en 2017) en raison, vraisemblablement, de la

meilleure connaissance des émissions de particules dues au chauffage au bois. Rappelons que 60 % de nos concitoyens citent cet inconvénient comme étant le plus important à leurs yeux pour cette technologie. Les lampes fluocompactes (basse consommation) accusent elles aussi un recul de 3 points (51 % en 2017 contre 54 % en 2012), mais cela est dû au changement de formulation de la question entre 2015 et 2017. L'ajout du terme « fluocompacte » dégrade les résultats comparativement à l'expression « basse consommation » précédemment utilisée.

Outre l'usage en propre, les Français peuvent aussi être concernés par la présence d'unités de production d'énergie renouvelable à proximité de leur domicile. Or l'image positive de ces dernières se traduit parfois, mais pas toujours, par l'acceptation d'une implantation près de chez soi. Conformément à la très forte adhésion de nos concitoyens au solaire photovoltaïque, l'installation d'une centrale ou d'unités photovoltaïques est acceptée par 89 %²¹ de nos concitoyens dont 27 % sans condition de taille ou de situation (au sol, sur les toits...). Les installations de production d'hydrogène en spécifiant bien « à partir d'électricité renouvelable » seraient désormais favorablement accueillies par une majorité de Français (55 %, +9 points par rapport à 2016). En revanche, l'éolien n'est bienvenu dans leur voisinage que pour 43 % des Français (- 4 points depuis 2014) et une installation de méthanisation que pour 35 % (+ 1 point depuis 2016). Il existe, autour des technologies vertes, les mêmes décalages entre attitudes et pratiques que ceux déjà observés

pour les éco-gestes et les « éco-investissements ». Elles sont perçues plutôt favorablement, mais les individus ne sont pas forcément prêts à les utiliser, à les côtoyer ou à investir dans leur développement.

Mettre en cohérence les prises de conscience et les inquiétudes réelles des individus avec leurs actions effectives passe par une pluralité de leviers. La mise en avant systématique des multiples cobénéfices (économiques mais aussi sanitaires et sociaux) des actions en faveur de l'environnement peut permettre de mieux concilier intérêts individuels et intérêt général. La force et la visibilité des dynamiques collectives, autorités publiques et entreprises comprises, dans la transition écologique et solidaire sont également nécessaires pour rassurer sur la pertinence des actions de chacun. L'efficacité perçue des efforts demandés semble moins risquer de se perdre dans l'inaction des autres. Enfin, se sentir en charge du bien commun s'entend également dans une logique de don au-delà de la logique de l'intérêt individuel bien compris. La cohésion sociale, le fait que la société prenne effectivement soin de chacun et ne laisse personne sur la route ou à la traîne, l'équité dans les efforts à faire semblent autant d'éléments cruciaux pour que les individus aient à cœur de rendre un peu de ce qu'ils ont reçu et se sentent pleinement responsables du bien de tous, générations futures et biosphère comprises.



Contact :
> solange.martin@ademe.fr



NOTES

- 1.** ADEME, Les représentations sociales (de l'effet de serre) du changement climatique, GLS-Opinion Way, Daniel Boy (2017)
- 2.** Crédoc, « Conditions de Vie et Aspiration des Français » (1995-2017)
- 3.** European Commission, Attitudes of European Citizens Towards the Environment, Special Eurobarometer 468, TNS, 2017. Enquête réalisée en face-à-face auprès de 27881 individus représentatifs des 28 pays membres de l'Union européenne.
- 4.** ADEME, Les représentations sociales (de l'effet de serre) du changement climatique, GLS-Opinion Way, Daniel Boy (2017).
- 5.** Cf. le prix Nobel de la paix 2007 au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et à Al Gore pour son film *Une vérité qui dérange*, le pacte de Nicolas Hulot durant la campagne présidentielle de 2007 suivi du Grenelle de l'environnement.
- 6.** Sauf mention contraire, les évolutions reportées dans cette Lettre Stratégie « opinion » sont toujours entre 2017 et 2016.
- 7.** Ceux qui répondent à la fois que :
- Le réchauffement est une certitude pour la plupart des scientifiques
 - Les désordres du climat (tels que les tempêtes ou les inondations en France) sont causés par l'effet de serre OU aujourd'hui, personne ne peut dire avec certitude les vraies raisons du désordre du climat
- Le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines
- Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat évaluent correctement les risques de réchauffement climatique
- 8.** Ceux qui répondent que :
- Le réchauffement est une hypothèse sur laquelle les scientifiques ne sont pas tous d'accord
 - Les désordres du climat (tels que les tempêtes ou les inondations en France) sont des phénomènes naturels comme il y en a toujours eu OU aujourd'hui, personne ne peut dire avec certitude les vraies raisons du désordre du climat
 - Il s'agit d'un phénomène naturel qui a toujours existé
 - Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat exagèrent les risques de réchauffement climatique
- 9.** Ceux donnent des réponses « mixtes » par rapport aux « convaincus » ou aux « climato-sceptiques ».
- 10.** Question ouverte
- 11.** ADEME, Les représentations sociales (de l'effet de serre) du changement climatique, GLS-Opinion Way, Daniel Boy (2017)
- 12.** Obsoco, Chronos, L'observatoire des usages émergents de la ville, 2017
- 13.** ADEME, Les Français et l'environnement, Opinion Way (2017)
- 14.** Question posée pour la première fois en 2016.
- 15.** ADEME, Les représentations sociales (de l'effet de serre) du changement climatique, GLS - Opinion Way, Daniel Boy (2000-2017)
- 16.** ADEME, Les Français et l'environnement, Opinion Way (2017)
- 17.** Sachant que l'acceptation d'une mise en place de cette technologie chez soi peut aussi générer moins d'enthousiasme, notamment en raison des questions de respect de la vie privée de chacun, cf. infra p 9.
- 18.** Cela n'est pas toujours le cas. Certaines énergies renouvelables étant désormais compétitives face au nucléaire et aux énergies fossiles (ADEME, Coûts des énergies renouvelables en France, 2017)
- 19.** ADEME, Les Français et l'environnement, Opinion Way (2017)
- 20.** ADEME, Les Français et les nouvelles technologies de l'énergie, IFOP (2017).
- 21.** ADEME, Les Français et l'environnement, Opinion Way (2017)